



À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, le Canada doit se souvenir des Palestiniens

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 08 décembre 2022

Communiqué du CJPMO

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Ottawa, le 8 décembre 2022 — À l'occasion de la Journée internationale des droits de la personne, célébrée chaque année le 10 décembre, Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) demande au gouvernement canadien de défendre les droits de la personne du peuple palestinien. CJPMO souligne que les violations des droits de la personne commises contre les Palestiniens par le gouvernement israélien sont particulièrement anciennes, profondément enracinées et bien documentées, et méritent une attention internationale immédiate. Malheureusement, malgré l'urgence de s'attaquer aux abus d'Israël, CJPMO note que le Canada a choisi à plusieurs reprises de les ignorer.

Afin de souligner son message, CJPMO participe aujourd'hui à une conférence de presse à Ottawa organisée conjointement avec d'autres organisations canadiennes de défense des droits de la personne. L'événement aura lieu à 11h00, dans le studio des médias de West Block (salle 125-B), sur la Colline parlementaire.

« Malheureusement, le gouvernement Trudeau est presque identique au gouvernement Harper en termes d'indifférence envers les droits de la personne des Palestiniens », affirme Thomas Woodley, président de CJPMO. CJPMO souligne que si le gouvernement Trudeau fait fréquemment référence à « l'ordre international fondé sur des règles » tout en faisant des remarques sur les violations des droits de la personne dans d'autres régions du monde, il ne condamne pratiquement jamais les violations continues d'Israël. Pire encore, le Canada fournit fréquemment une couverture diplomatique aux abus israéliens en tentant de bloquer les critiques à l'égard d'Israël dans les forums internationaux. « C'est de l'hypocrisie, pure et simple », ajoute Woodley.

La reconnaissance internationale de la gravité de l'oppression permanente des Palestiniens par Israël a atteint de nouveaux sommets cette année, lorsqu'[Amnesty International](#)^[1] a rejoint d'autres organisations de défense des droits de l'homme de premier plan - dont [Human Rights Watch](#)^[2] et [B'Tselem](#)^[3], basée en Israël - pour conclure qu'Israël pratique l'apartheid à l'égard des Palestiniens. Comme le souligne le rapport historique d'Amnesty, le peuple palestinien est soumis à l'oppression et à la domination systémiques d'Israël depuis 1948 et tout au long des décennies suivantes. Cette oppression comprend, entre autres,

l'expropriation de terres, les arrestations politiques, les lois discriminatoires, les procès inéquitables, les restrictions à la liberté de mouvement et aux libertés civiles, et la violence meurtrière contre les civils. CJPMO note que l'apartheid est un crime en vertu du droit international et que des allégations aussi graves méritent d'être examinées par les autorités internationales compétentes.

La critique de CJPMO à l'égard du gouvernement Trudeau s'aligne sur de nombreux sondages d'opinion publique qui démontrent clairement que les Canadiens veulent que leur gouvernement soutienne les droits humains des Palestiniens, y compris dans les forums internationaux. CJPMO continue d'exhorter le gouvernement canadien à adopter une série de mesures qui démontreraient un soutien significatif aux Palestiniens tout en jouant un rôle constructif dans la région. Par exemple, le Canada devrait

- S'engager avec le consensus croissant parmi les organisations des droits de l'homme qu'Israël commet le crime d'apartheid, tel que défini par le droit international ;
- Défendre les défenseurs des droits de la personne et s'opposer à la criminalisation des ONG palestiniennes par Israël ;
- Suspendre tout commerce militaire avec Israël ;
- Soutenir les enquêtes de la Cour pénale internationale (CPI) et de la Cour internationale de justice (CIJ) sur les crimes de guerre et autres violations présumées ;
- Soutenir le rétablissement du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid ;
- Faire pression pour mettre fin au blocus de Gaza et augmenter le financement des réfugiés palestiniens via l'UNRWA.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Michael Bueckert

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

Téléphone: 613-315-7947

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

Notes :

[1] "Israel's Apartheid against Palestinians," Amnesty International, February 1, 2022, accessed Nov. 9, 2022 at <https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2022/02/israels-system-of-apartheid/>

[2] "A Threshold Crossed: Israeli Authorities and the Crimes of Apartheid and persecution," Human Rights Watch, April 27, 2021, accessed Nov. 9, 2022 at <https://www.hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecution>

[3] "A regime of Jewish supremacy from the Jordan River to the Mediterranean Sea: This is apartheid," B'Tselem (The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories), January 12, 2021, accessed Nov. 9, 2022 at https://www.btselem.org/publications/fulltext/202101_this_is_apartheid

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca